

Que dit le Protocole de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité liée aux OVM ?

Par Inf'OGM

Publié le 17/11/2022

Le Protocole de Nagoya - Kuala Lumpur [1] est un texte additionnel au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (cf. [Qu'est-ce que le Protocole de Cartagena ?](#)). Il vient compléter ce dernier en ce qui concerne la responsabilité et la réparation des dommages causés par les organismes vivants modifiés (OVM) au niveau international.

Le texte a été adopté en 2010 et il est entré en vigueur le 5 mars 2018. A ce jour (novembre 2022), le texte a été ratifié par 52 États [2].

L'objectif du texte est « *d'une part de prévenir le dommage, de l'autre d'instaurer la confiance dans le développement et l'application de la biotechnologie moderne* ».

Le texte du protocole offre surtout un cadre généraliste sur la responsabilité et la réparation. Qu'il s'agisse de mesures à prendre lors d'un dommage, de garantie financière ou de mécanisme de responsabilité, le protocole invite les États Parties à prévoir l'ensemble de ces dispositions dans leur droit interne. L'article 6 du protocole prévoit également des mesures d'exceptions, dans lesquelles la responsabilité et la réparation ne s'appliqueraient pas : cas fortuit ou force majeure, conflit armé ou troubles civils, mesures pour lesquelles les États peuvent « *prévoir, dans leur droit interne, les autres exemptions ou mesures d'atténuation qu'elles jugent appropriées* ».

Comme beaucoup de textes internationaux, ce protocole a le mérite d'exister... mais pas sûr qu'il révolutionne grand chose, à moins d'une mise en œuvre ambitieuse de la part des États Parties.

[1] <http://bch.cbd.int/database/attachment/?id=11065>

[2] Liste des Parties à la convention : <https://bch.cbd.int/protocol/parties/#tab=1>.